

-
- **Birmanie: Cinq partisans de Mme Suu Kyi arrêtés**
 - **WWF et les AT contre l'importation illégale de bois.**
 - **La junte ouvre la porte à la rébellion des Karens**
-

Birmanie: Cinq partisans de Mme Suu Kyi arrêtés

AFP_ 17 mars 2009

Les autorités birmanes ont arrêté cinq membres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Mme Aung San Suu Kyi, a annoncé mardi l'opposition, au lendemain d'un rapport de l'ONU dénonçant la détention de 2.100 prisonniers politiques dans ce pays gouverné par l'armée. Nyan Win, porte-parole de la LND, a indiqué à l'AFP que quatre hommes et une femme appartenant à cette formation avaient été arrêtés la semaine dernière, "sans qu'on connaisse les raisons ou les lieux où ils ont été emmenés".

Dans un nouveau rapport présenté lundi au Conseil des droits de l'homme, le rapporteur spécial de l'ONU pour la Birmanie, Tomas Ojea Quintana, a fait état de plus de 2.100 prisonniers politiques en Birmanie, dont beaucoup ont été jugés "à huis-clos" et condamnés "sans preuve". M. Quintana, qui s'est rendu en Birmanie du 14 au 19 février, a relevé que les détenus manquaient de soins médicaux pendant leur séjour en prison et subissaient de "mauvais traitements physiques" durant leurs interrogatoires.

WWF et les Amis de la Terre exhortent l'Union européenne à lutter fermement contre l'importation illégale de bois.

l'Humanité - heures 22ll y a

Faire feu de tout bois jusqu'au 24 avril : c'est la résolution qu'ont prise deux associations environnementales qui lancent une campagne de lobbying en direction des députés européens. Ce jour-là, le Parlement de l'UE votera une directive visant à juguler l'importation de bois illégal. Satisfaits sur le principe, WWF France et les Amis de la Terre ne le sont pas sur le contenu du projet. Les deux organisations le trouvent trop frileux, et pour tout dire moyennement efficace.

La future réglementation ne prévoit pas de système indépendant de contrôle des importations et ne fixe pas de sanctions claires, déplorent-elles. Les activités illégales n'y sont pas nettement définies. Enfin, la traçabilité du bois jusqu'au consommateur n'y est pas garantie. « Or, sans une vraie traçabilité, impossible de lutter contre les importations délictueuses », assure Jean Bakouma, chargé du programme Forêts de WWF.

« Un bois peut bien provenir de la Birmanie : s'il est passé par la Chine pour être transformé en planches, il sera marqué made in China », poursuit-il. Alors que beaucoup des pays exportateurs pâtissent d'une corruption forte et d'une gouvernance faible, « seule une réglementation européenne vigoureuse peut aujourd'hui freiner le phénomène ». La question n'est pas anecdotique. L'Europe importe près de 27 millions de mètres cubes de bois illégaux par an, estime WWF.

La junte ouvre la porte à la rébellion des Karens

Courrier International - heures 6ll y a

L'Union nationale karen (KNU), qui résiste depuis soixante ans les armes à la main au pouvoir central birman, a donné son accord pour discuter d'un cessez-le-feu avec la junte militaire, rapporte [The Irrawady](#). La rencontre, dont la date n'a pas encore été arrêtée, devrait se dérouler sous les auspices de la diplomatie thaïlandaise qui a travaillé à ce rapprochement.

En vue de donner un vernis de légitimité aux élections de 2010, les généraux au pouvoir tiennent à inclure dans le processus l'ensemble des forces d'opposition et principaux groupes ethniques. Depuis plusieurs mois, la KNU est quant à elle soumise à des pressions croissantes de la Thaïlande qui voit d'un mauvais œil les commandants du mouvement installés sur son sol. Elle semble également affaiblie par des défections croissantes et aurait donc intérêt à saisir cette offre.

Reste que certains doutent de la sincérité de la proposition de la junte, l'armée continuant de conduire des offensives contre les bases de la KNU. "Le régime ne réfléchit qu'à la façon d'exploiter politiquement ces négociations. En réalité, il ne cherche pas à faire la paix, mais seulement à montrer à la communauté internationale qu'il fait un effort", estime Aung Kyaw Zaw, un analyste birman basé sur la frontière sino-birmane.

-
- **Le numéro un birman enjoint aux partis d'ignorer les idéologies "importées"**
 - **Chine/Myanmar: attacher une grande importance aux relations**
 - **Diaporama et film sur la Birmanie le 6 avril à Paris**
-

Le numéro un birman enjoint aux partis d'ignorer les idéologies "importées"

AFP_27 mars 2009

Le chef de la junte birmane a enjoint aux partis politiques avides de démocratie d'ignorer les idéologies "importées" de l'étranger, alors que son armée effectuait une nouvelle démonstration de force vendredi, à l'occasion d'un défilé militaire annuel.

Plus de 13.000 soldats ont participé à cette parade, à l'ombre de statues géantes d'anciens rois birmans, dans la nouvelle capitale administrative Naypyidaw, édifiée depuis 2005 dans une région reculée du centre.

"La démocratie aujourd'hui (en Birmanie) est à un stade naissant et requiert encore une attention patiente", a affirmé le numéro un du régime, le généralissime Than Shwe, dans un discours de 25 minutes. "Certaines parties se sont tournées vers des pays étrangers pour la direction et l'inspiration" et ont "suivi, de manière irrationnelle, des idéologies et des directives importées", a dit le dirigeant de 75 ans, vêtu d'un uniforme bardé de médailles. Dans le passé, la junte a accusé la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi, assignée à résidence depuis 2003, d'agir systématiquement "contre les intérêts de l'Etat" birman, avec le "soutien actif" des Etats-Unis et de leurs alliés.

Aujourd'hui, a affirmé Than Shwe, "les partis politiques doivent fonder leurs campagnes sur un engagement de non-désintégration de l'Union et de la solidarité nationale". En 2008, alors qu'un cyclone meurtrier venait de ravager le sud de la Birmanie (138.000 morts ou disparus), le gouvernement des généraux avait fait adopter, lors d'un référendum controversé, une nouvelle Constitution favorable à l'armée, au pouvoir depuis 1962. Dans le cadre d'une "feuille de route" en vue de l'avènement d'une "démocratie disciplinée", Than Shwe, numéro un birman depuis 1992, a également l'intention d'organiser des élections en 2010, mais les pays occidentaux doutent de la régularité du processus s'il n'inclut pas la LND et d'autres groupes de l'opposition.

Mme Suu Kyi, 62 ans, lauréate du prix Nobel de la paix, a été privée de liberté pendant la majeure partie des 19 dernières années. Son parti avait largement remporté des élections pluralistes en 1990, mais les militaires avaient refusé de se conformer aux résultats. Selon un enquêteur des Nations unies qui a visité en février ce pays reclus, il y a aujourd'hui plus de 2.100 prisonniers politiques, dont plusieurs dizaines ont été condamnés récemment à de lourdes peines pour avoir participé aux grandes manifestations de 2007, conduites par des moines bouddhistes et réprimées par les autorités.

L'Union européenne et les Etats-Unis ont renforcé leurs sanctions contre la Birmanie après ces événements. En début de semaine, la junte a bruyamment annoncé la visite d'un haut responsable du département d'Etat américain, mais Washington a démenti tout "changement de politique" tout en précisant qu'un réexamen est "en cours". Les plus hauts responsables de l'armée et du gouvernement birmans ont assisté à la cérémonie de Naypyidaw où la sécurité avait été renforcée au lendemain de l'explosion mystérieuse d'une bombe à Rangoun (sud), la plus grande ville du pays, qui a tué un homme et blessé deux femmes, selon les autorités.

[Chine/Myanmar: attacher une grande importance aux relations](#)

Xinhua News_2 Avril 2009

(Xinhua) _26 Mars 2009

Li Changchun, un haut responsable du Parti communiste chinois (PCC), a déclaré jeudi à Naypyitaw que le PCC et le gouvernement chinois attachaient une grande importance à ses relations avec le Myanmar. Li, arrivée mercredi à Rangoon pour une visite officielle au Myanmar, a tenu ces propos lors de ses entretiens avec Tin Aung Myint Oo, premier secrétaire du Conseil d'Etat de paix et de développement du Myanmar. Il a proposé de maintenir les échanges de haut niveau et d'approfondir la confiance mutuelle dans le domaine politique pour renforcer les relations bilatérales. Sur la coopération économique, M. Li a proposé de renforcer la coopération dans les grands projets dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications.

"La Chine continuera à encourager ses entreprises à investir au Myanmar ou à participer à la construction des infrastructures, a-t-il ajouté.

Tin Agunt Myint Oo s'est félicité des propositions de Li, disant qu'une Chine en développement est une force importante pour le maintien de la paix dans la région et dans le monde. Il a réaffirmé la politique du Myanmar de développer activement la coopération avec la Chine dans tous les domaines et la politique d'une seule Chine de son pays.

Diaporama et film sur la Birmanie le 6 avril à Paris

Lundi 6 avril à 20h :

Dans l'ombre de ton sourire. Birmanie, d'un enfer à l'autre

Diaporama (42 mn) et film (13 mn, Cinergie productions, pour M6- 66 minutes)

"Dans l'ombre de ton sourire" revient sur les 5 mois de voyage sur les routes birmanes, de Sophie Delatte. En 2006, elle laisse derrière elle sa vie d'expatriée en Malaisie et Thaïlande. Elle apprend un nouveau rythme de vie et se confronte à une culture proche des éléments naturels et de la spiritualité.

En chemin elle rencontre une famille qui a perdu la trace de sa fille partie travailler en Malaisie. Elle s'en va à sa recherche et redécouvre ce pays d'adoption qui ne lui avait apporté que douceur et luxe. La Malaisie montre son nouveau visage à travers les yeux des clandestins birmans mais lui apprend aussi beaucoup plus qu'elle n'en savait sur la Birmanie et ses sourires silencieux. La seconde réalisation de Sophie Delatte raconte son retour en 2008 auprès des réfugiés Birmans de Malaisie.

Lieu : Le Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris 5*. Tarif : 5,50 €

Accès : RER : Luxembourg (sortie rue de l'Abbé de l'Épée), Bus : 21, 27 (Feuillantines), 38 (Val de Grâce), 82 (Auguste Comte), 83 (Port Royal Saint Jacques), 84 (Panthéon), 89 (Mairie du V-Panthéon), 91 (Port Royal Saint Jacques). Métro le plus proche: Censier Daubenton (Ligne 7). Tarif : 5,50 € /projection. 14 € /3 projections.

Plus d'informations : www.culture-aventure.fr

-
- **Un responsable américain rencontre la junte et l'opposition**
 - **La détention d'Ang San Suu Kyi viole aussi le droit birman, selon l'ONU**
 - **Campagne mondiale pour la libération de tous les prisonniers politiques en Birmanie**
-

Un responsable américain rencontre la junte et l'opposition

Romandie_25 mars 2009

Un haut responsable américain s'est entretenu en Birmanie avec un représentant de la junte au pouvoir et avec des responsables de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi, a-t-on appris mercredi.

Stephen Blake, directeur des Affaires du Sud-Est asiatique au département d'Etat, s'est entretenu mardi avec le ministre birman des Affaires étrangères, Nyan Win, dans la nouvelle capitale Naypyidaw, a annoncé mercredi le quotidien New Light of Myanmar, organe officiel de la junte. Les deux hommes ont

eu "des discussions cordiales sur des sujets d'intérêt mutuel et la promotion de relations bilatérales", a précisé le journal. La visite inhabituelle du diplomate américain intervient alors que l'administration du président Barack Obama a déclaré chercher des moyens plus efficaces pour faire évoluer ce pays et aider sa population.

Selon des sources officielles à Naypyidaw, il s'agissait de la première visite d'un haut responsable américain dans la nouvelle capitale birmane. Blake s'est ensuite rendu à Rangoun au siège de la LND, le parti d'opposition dont le leader, le prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi, a passé la plus grande partie des 19 dernières années assignée à résidence.

Il s'y est entretenu pendant une heure avec les membres du comité central de la LND, a déclaré à l'AFP un porte-parole du parti. Selon cette source, M. Blake les a interrogés sur les opinions de la LND sur la situation politique récente et sur les élections prévues en 2010. Nous lui avons dit que nous n'avions pas décidé si nous y participerions ou non", a déclaré le porte-parole. Il a ajouté que M. Blake n'était "pas porteur d'un message" et qu'il n'avait pas évoqué le cas d' Aung San Suu Kyi. Un responsable de l'ambassade des Etats-Unis a qualifié de "routine" la visite de M. Blake. "Ce qu'il a fait durant ce voyage n'est pas différent que ce qu'il a fait dans d'autres pays et n'est pas différent de ce qu'ont fait d'autres directeurs" (au département d'Etat), a déclaré ce responsable sous couvert d'anonymat.

Le mois dernier, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait déclaré que Washington avait entrepris de "réexaminer" sa politique vis-à-vis de la Birmanie, après huit années de présidence de George W. Bush qui avait placé le régime des généraux parmi ses "bêtes noires". Les Etats-Unis "ont été le premier pays à reconnaître notre indépendance de la Grande-Bretagne en 1948", a rappelé un responsable birman à l'AFP. Mais par la suite, "ils ont mal compris la situation de notre pays après le soulèvement de 1988", selon lui.

L'Union européenne et les Etats-Unis ont imposé il y a plus de dix ans des sanctions contre la Birmanie, qui ont été renforcées après la répression en 2007 par la junte actuelle d'un puissant mouvement de protestation contre la vie chère, conduit par des moines bouddhistes.

La détention d'Ang San Suu Kyi viole aussi le droit birman, selon l'ONU

La Presse Canadienne_23 mars 2009

La privation de liberté prolongée de l'opposante Aung San Suu Kyi viole non seulement le droit international, mais aussi le propre droit birman, selon un avis juridique du Groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies.

La prix Nobel de la paix a passé 13 des 19 dernières années assignée à résidence, la junte militaire birmane prolongeant sa détention malgré les appels de la communauté internationale. Le dernier renouvellement (2008) de l'ordre de placement de Mme Suu Kyi en résidence surveillée ne viole pas seulement le droit international mais les lois intérieures de la Birmanie", note le document onusien adressé au gouvernement birman que s'est procuré l'Associated Press.

Le groupe de travail, une instance du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, note que la responsable de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) est détenue dans le cadre de la loi sur la protection de l'Etat de 1975 qui n'autorise le renouvellement des ordres d'arrestation que pendant un maximum de cinq ans. Cette période s'est terminée à la fin du mois de mai 2008.

Un haut responsable chinois rencontre le dirigeant du Myanmar

Xinhua News_26 mars 2009

Li Changchun, un haut responsable du Parti communiste chinois (PCC), s'est entretenu jeudi à Nay Pyi Taw, capitale birmane, avec Than Shwe, président du Conseil d'Etat pour la paix et le développement du Myanmar (SPDC), sur le développement des relations amicales de bon voisinage entre la Chine et le Myanmar.

M. Li, membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du PCC, effectue une visite au Myanmar à l'invitation du gouvernement birman. Lors de leur entretien, M. Li a transmis la salutation

du président chinois Hu Jintao à Than Shwe et a fait l'éloge des bonnes relations entre les deux pays. Le responsable chinois a également loué les progrès réalisés par le Myanmar dans la construction politique, la réconciliation nationale, le développement économique et l'amélioration des conditions de vie en faveur de la population.

Pour sa part, Than Shwe a salué les réalisations socio-économiques chinoises. Il a réitéré que le Myanmar soutient la Chine sur les questions liées à ses intérêts primordiaux. Le Myanmar est la seconde étape d'une tournée de Li Changchun dans quatre pays, tournée qui l'a déjà conduit en Australie et l'amènera également en Corée du Sud et au Japon.

-
- **La junte birmane arrête cinq membres du parti d'Aung San Suu Kyi**
 - **Yade dénonce le projet de la junte birmane de rester au pouvoir après 2010**
 - **Campagne mondiale pour la libération de tous les prisonniers politiques en Birmanie**
-

La junte birmane arrête cinq membres du parti d'Aung San Suu Kyi

AP_ 13 mars 2009

La junte birmane a arrêté cinq membres de la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi, a indiqué un porte-parole du parti, au lendemain d'un appel de l'ONU demandant la libération de 2.100 prisonniers politiques. La police a arrêté dimanche à son domicile Kyi Lwin, qui n'est plus un militant actif depuis une attaque cardiaque survenue l'an dernier, a précisé le porte-parole de la Ligue, Han Tha Myint. "On ignore pourquoi. La police a dit à sa famille qu'il allait être interrogé."

Quatre autres militants ont été arrêtés la semaine dernière, dont Myint Myint San, dit Ma Cho, ancien membre du comité de soutien social du parti d'Aung San Suu Kyi. Les trois autres sont Sein Hlaing, Shwe Gyo et Thein Lwin, des membres actifs d'après le porte-parole. L'enquêteur du conseil des droits humains des Nations unies, Tomas Ojea Quintana, avait lancé un appel à la junte pour la libération de 2.100 prisonniers politiques birmanes lundi. Les tribunaux militaires les ont condamnés à des peines allant jusqu'à 104 ans. AP

Yade dénonce le projet de la junte birmane de rester au pouvoir après 2010

AFP_ 13 mars 2009

Rama Yade, secrétaire d'Etat française aux droits de l'homme, s'est inquiétée jeudi de l'intention de la junte birmane de "se maintenir au pouvoir" après des élections prévues en 2010 et a justifié les sanctions occidentales tant qu'il n'y aura "aucun geste" des généraux. Dans un entretien avec l'Agence France-Presse, dont l'AFPTV, à Bangkok où elle fait actuellement une visite, Mme Yade a vivement déploré qu'"aujourd'hui, la junte birmane ne bouge pas" en dépit des demandes répétées de la communauté internationale en vue de la libération de quelque 2.000 prisonniers politiques, dont la célèbre opposante Aung San Suu Kyi.

La responsable française a indiqué qu'elle rencontrerait "bientôt" le médiateur des Nations unies Ibrahim Gambari "pour à nouveau réfléchir aux solutions". M. Gambari a séjourné le mois dernier en Birmanie où il a pu rencontrer Mme Suu Kyi, 63 ans, lauréate du prix Nobel de la paix toujours assignée à résidence. "La situation politique est bloquée" et "nous sommes préoccupés par la poursuite de sa feuille de route par la junte qui voudrait se maintenir au pouvoir après 2010 alors que des élections sont prévues pour 2010", a dit Mme Yade.

"Ce rythme là n'est pas celui que nous avons souhaité, qui est la réconciliation nationale sur une base inclusive, c'est-à-dire incluant la LND (Ligue nationale pour la démocratie de Mme Suu Kyi), ce qui n'est pas encore le cas".

Rama Yade a rappelé qu'en mai 2008, un référendum constitutionnel, organisé par les généraux, avait donné lieu à "un résultat stalinien, avec 92% de oui et 99% de participation, en plein cyclone Nargis qui a fait 140.000 morts. Nous avons dit notre très vive préoccupation et notre incompréhension". L'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean), dont la Birmanie est membre, s'est saisie du dossier "mais

cette saisine doit se maintenir parce que le meilleur moyen de faire évoluer la junte, c'est de passer par les pays asiatiques", a estimé la secrétaire d'Etat.

Comme on lui faisait remarquer que les sanctions, imposées il y a plus de dix ans par l'Union européenne et par les Etats-Unis, n'avaient pas abouti jusqu'ici à l'ouverture escomptée en Birmanie, elle a répondu: "nous les avons même renforcées (après la répression en septembre 2007 des grandes manifestations de moines bouddhistes) parce que nous n'avons eu aucun geste de la part des autorités birmanes". "Ce que nous faisons, c'est une pression diplomatique. Si vous considérez que les Asiatiques interviennent de manière ponctuelle, ces interventions existent quand même. Quelle autre solution voyez-vous?", a-t-elle demandé.

"Nous ne sommes pas des adeptes du coup de force. Nous avons des outils, des instruments qui nous permettront de maintenir cette pression, tout en préservant la population des effets des sanctions qui concernent la junte", a souligné Rama Yade en rappelant que l'Union européenne était "le premier contributeur humanitaire en Birmanie".

Elle a précisé qu'elle avait écrit à ses homologues, "notamment allemand", pour réfléchir à "de nouvelles pistes d'action". "Nous travaillons ainsi parce qu'il n'y a pas d'autre solution. D'un côté, il y a les sanctions contre la junte, de l'autre, il y a l'aide humanitaire à la population et, globalement, il y a une pression diplomatique exercée à différentes échelles, au niveau de l'Asean, des Nations unies, du Conseil des droits de l'homme, et nous espérons que cela produira des résultats".

Campagne mondiale pour la libération de tous les prisonniers politiques en Birmanie

Reporters sans Frontières_18 mars 2009

Une campagne mondiale de signatures en faveur de la libération des prisonniers politiques est lancée vendredi 13 mars 2009, pour la journée des droits de l'homme en Birmanie. Une coalition d'organisations birmane démocrates en exil ainsi que de nombreuses associations de soutien à la cause birmane prennent part à cette campagne, aux quatre coins du monde : plus de 160 organisations de 24 pays se sont unies pour lancer cette action. La campagne vise à collecter 888.888 signatures avant le 24 mai 2009, date où devrait être levée légalement l'assignation à résidence qui frappe le Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi. On dénombre aujourd'hui plus de 2100 prisonniers politiques en Birmanie.

La pétition lancée demande au Secrétaire général de l'ONU M. Ban Ki-Moon de faire de la libération de tous les prisonniers politiques sa priorité et de s'y engager personnellement, car c'est une condition indispensable à l'établissement de la démocratie dans ce pays. L'objectif des 888.888 signatures fait écho au 8.8.88, date à laquelle un soulèvement populaire réclamant l'instauration de la démocratie avait été violemment écrasé par la junte militaire, 3.000 personnes ayant alors trouvé la mort. Tate Naing, ancien prisonnier politique et secrétaire de l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques Birmans confie : « Les prisonniers politiques ne sont pas des criminels. Ce sont des citoyens qui se sont mobilisés pour exiger liberté et démocratie. Sans la libération de tous les prisonniers politiques, il ne peut y avoir de paix et de stabilité dans notre pays. Nous avons besoin que le Secrétaire général de l'ONU intervienne personnellement sur cette question. Cette campagne est l'occasion de montrer à Ban Ki-Moon combien de personnes, à travers le monde, se sentent concernées par ce problème. »

La campagne est relayée dans des dizaines de pays. En France, les organisations Info Birmanie, la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Reporters Sans Frontières et la Communauté Birmane de France se mobilisent en soutien à la cause birmane, pour la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques birmans.

Une campagne de signatures en ligne est lancée, retrouvez la pétition sur le site d'Info Birmanie : www.info-birmanie.org .

Pour plus de renseignements, prière de contacter :

Htin Kyaw Lwin, porte-parole de la Communauté Birmane de France : 06 71 48 80 22

Isabelle Dubuis, coordinatrice d'Info Birmanie : 01 46 33 41 62

Gaël Grilhot, responsable presse de la FIDH : 01 43 55 90 19

Vincent Brossel, responsable Asie chez Reporters Sans Frontières : 01 44 83 84 84

Tate Naing, Assistance Association for Political Prisoners in Burma (AAPPB) : +66(0)812878751 (en Thaïlande)

Birmanie: Cinq partisans de Mme Suu Kyi arrêtés

AFP - 17 mars 2009

RANGOUN — Les autorités birmanes ont arrêté cinq membres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Mme Aung San Suu Kyi, a annoncé mardi l'opposition, au lendemain d'un rapport de l'ONU dénonçant la détention de 2.100 prisonniers politiques dans ce pays gouverné par l'armée.

Nyan Win, porte-parole de la LND, a indiqué à l'AFP que quatre hommes et une femme appartenant à cette formation avaient été arrêtés la semaine dernière, "sans qu'on connaisse les raisons ou les lieux où ils ont été emmenés".

Dans un nouveau rapport présenté lundi au Conseil des droits de l'homme, le rapporteur spécial de l'ONU pour la Birmanie, Tomas Ojea Quintana, a fait état de plus de 2.100 prisonniers politiques en Birmanie, dont beaucoup ont été jugés "à huis-clos" et condamnés "sans preuve".

M. Quintana, qui s'est rendu en Birmanie du 14 au 19 février, a relevé que les détenus manquaient de soins médicaux pendant leur séjour en prison et subissaient de "mauvais traitements physiques" durant leurs interrogatoires.

L'armée est au pouvoir en Birmanie depuis 1962 et Mme Suu Kyi, assignée à résidence depuis 2003, a elle-même été privée de liberté pendant la majeure partie des 19 dernières années.

- **Le chef du HCR en visite en Birmanie**
- **Rama Yade se rend en Thaïlande (12 au 14 mars 2009)**
- **Myanmar : ouverture d'enquêtes sur deux attentats à la bombe**

Le chef du HCR en visite en Birmanie

leJDD.fr_10 mars 2009

Selon un responsable de l'ONU, le haut commissaire des Nations unies aux réfugiés, Antonio Guterres, a rencontré des ministres birmans lors de sa première visite officielle en Birmanie, cette semaine, et il devait se rendre dans une région où vit la minorité rohingya. Les autorités birmanes ne reconnaissent pas les Rohingyas, qui parlent un dialecte bengali, en tant que minorité ethnique.

Rama Yade se rend en Thaïlande (12 au 14 mars 2009)

France diplomatie_10 mars 2009

Rama Yade, secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme, se rendra en Thaïlande du 12 au 14 mars, pour renforcer les relations bilatérales avec ce pays, l'un des principaux partenaires de la France en Asie du Sud-est. La secrétaire d'Etat s'entretiendra à cette occasion avec le ministre des Affaires étrangères Kasit Piromya, pour évoquer les questions bilatérales, aussi bien économiques, politiques que culturelles, mais aussi les enjeux régionaux, en particulier la Birmanie. Rama Yade rencontrera également des personnalités thaïlandaises, engagées dans la défense des droits de l'Homme .

Au cours de son déplacement, la secrétaire d'Etat se rendra, à Bangkok, dans un centre d'assistance aux victimes de traite d'êtres humains, qui offre protection aux enfants et aux femmes de toutes nationalités, victimes de travail forcé, d'exploitation sexuelle, et de mendicité forcée. Elle se rendra également à Chiang Mai, dans un hôpital spécialisé dans le traitement du sida, et dans lequel l'Institut français de Recherche pour le Développement mène un projet sur la transmission du virus de la mère à l'enfant.

La secrétaire d'Etat se rendra enfin au camp de Ban Mai Nai Soi, au Nord de la Thaïlande, où vivent près de 20 000 réfugiés birmans. L'objectif est de renforcer la coopération entre le gouvernement thaïlandais et les principaux donateurs d'aide en faveur des réfugiés, parmi lesquels l'Union européenne.

Myanmar : ouverture d'enquêtes sur deux attentats à la bombe

Xinhua_5 mars 2009

Les autorités birmanes vont ouvrir des enquêtes sur deux explosions à la bombe survenues dans la nuit de mardi, appelant les habitants à rapporter toute information concernant cet incident. Les deux explosions, qui n'ont fait aucune victime, se sont produites à deux endroits de l'agglomération de Rangoon, à plus d'une heure d'intervale. La première a explosé dans le parc de Padonma à Myaynigone, dans la ville de Sanchaung, et la seconde dans un terminal d'autobus à Hledan, dans la ville de Kamayut.

Il s'agit de la troisième série d'attentats à la bombe perpétrée à Rangoon depuis le 9 septembre dernier. Un bus avait alors explosé près de Hledan, blessant trois passagers et détruisant presque complètement le véhicule. La seconde explosion était survenue le 25 septembre dans un terminal d'autobus situé à l'extérieur du jardin Maha Bandoola, dans le centre de la ville, blessant quatre personnes dont trois femmes. En février dernier, deux bombes ont également explosé dans le district de Bago sans faire de victime.